

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 03/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CA CAUX SEINE AGGLO**

**MAISON DE L'INTERCOMMUNALITE  
ALLEE DU CATILLON  
76170 Lillebonne**

Références : 25251104\_Decheterie\_Lillebonne\_PPC  
Code AIOT : 0005805083

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement CA CAUX SEINE AGGLO implanté Parc d'activités du Manoir Zone d'activités Les Compas 76170 LILLEBONNE. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 04 novembre 2025 a été organisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CA CAUX SEINE AGGLO
- Parc d'activités du Manoir Zone d'activités Les Compas 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT : 0005805083

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie de Lillebonne est une installée exploitée par la communauté d'agglomération CAUX SEINE AGGLO sans gestion déléguée. Elle collecte les déchets dangereux et non dangereux apportés par les particuliers et les artisans. Des prestataires extérieurs interviennent pour l'enlèvement et la mise en place de bennes sur le site, ainsi que le transport vers les installations destinataires des déchets collectés. Il n'y a pas de zone de réemploi sur le site.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22.I	Demande d'action corrective	1 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
5	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
7	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 04/11/2025, article R.181-46 II	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Stockages	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV	Sans objet
9	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
11	Bruits et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41-I et 41-IV	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchèterie de Lillebonne ne dispose pas d'un bassin de rétention étanche pour les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre : l'exploitant, conscient de cette non conformité majeure, a lancé, avant la planification de la visite d'inspection, un programme d'investissement sur le site de Lillebonne. Les travaux de mise en conformité seront terminés avant la fin du mois de janvier 2026. L'exploitant s'est engagé par ailleurs, durant la visite d'inspection, à mettre en place un plan de défense incendie avant la fin du mois de décembre 2025 : il dispose déjà de l'organisation nécessaire pour faire face à un sinistre en tout temps. Des actions correctives sont attendues en lien avec l'entretien des installations électriques et la maintenance des détecteurs de fumée. L'exploitant doit également faire procéder à un contrôle de ses eaux résiduaires avant la fin de l'année 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/11/2025, article R.181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification notable apportée aux activités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déchèterie de Lillebonne est une installation classée qui était, à sa création au début des années 2000, soumise au régime de la déclaration. Par le biais des évolutions de la réglementation et de la nomenclature des ICPE, l'inspection des installations classées a acté son passage au régime de l'autorisation au titre de l'antériorité par un courrier du 07 novembre 2016, pour la rubrique 2710-1 pour la collecte de déchets dangereux. L'exploitant ne dispose pas d'un arrêté préfectoral d'autorisation. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur d'un changement depuis septembre 2024 dans ses activités avec l'arrêt du stockage sur site des</p>

déchets amiantés issus des ménages. Une procédure, disponible sur le site internet de l'exploitant, permet à un particulier de récupérer, dans une déchèterie du territoire, un contenant adapté à son chantier : le particulier dépose ensuite son contenant rempli chez un prestataire déchet spécialisé. Un guide pratique et une communication sur les réseaux sociaux ont également été réalisés pour accompagner ce changement dans la gestion des déchets d'amiante. L'inspection des installations classées a constaté sur site la seule présence de contenants vides pour les déchets d'amiante. A l'issue de la visite d'inspection, par message du 19 novembre 2025, l'exploitant a transmis son tableau de classement ICPE mis à jour à l'inspection des installations classées. Le site reste sous le régime de l'enregistrement pour les installations de collecte de déchets non dangereux : rubrique n°2710-2a pour 507 m<sup>3</sup> de capacité totale de stockage. Le site est passé sous le régime de la déclaration pour les installations de collecte de déchets dangereux : rubrique 2710-1b pour une capacité totale de stockage de 5.013 tonnes. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification notable ou substantielle de ses installations doit être portée à sa connaissance avant réalisation. Dans ce cadre, toute procédure future de modification restera celle applicable aux installations soumises à autorisation environnementale : ce sera le cas en particulier en cas de cessation partielle ou totale d'activité. L'inspection des installations classées a passé en revue les actions attendues à l'issue de la visite d'inspection précédente du 27 mars 2018 :

- mise en place effective de détection de fumée dans les locaux techniques ;
- mise en place effective de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées dans les locaux à risque d'incendie ;
- présence d'un poteau incendie à l'entrée du site, à moins de cent mètres des installations ;
- dispositifs anti chute installés sur la zone d'accès aux bennes de déchets non dangereux ;
- déclaration annuelle sous GERE pour les déchets dangereux : 319 tonnes (2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. [...]

### **Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas connaissance de son obligation de mettre

en place un plan de défense incendie (arrêté du 22 décembre 2023 pour les installations à enregistrement). Le contenu détaillé de ce plan de défense incendie est détaillé à l'article 22-1 de l'arrêté du 26 mars 2012.

L'exploitant dispose d'une organisation d'alerte et d'intervention en période ouvrée comme en période non ouvrée avec des astreintes à plusieurs niveaux de responsabilité, pour faire face à un événement de type incendie ou pollution. L'exploitant dispose également de la plupart des plans et documents devant composer un plan de défense incendie. L'exploitant s'est engagé le jour de la visite d'inspection, à mettre en place son plan de défense incendie et à le transmettre aux services d'incendie et de secours avant la fin de l'année 2025. Il s'est engagé également à réaliser un exercice de défense contre l'incendie dans le même délai. L'exploitant a confirmé ses engagements par message daté du 19 novembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place le plan de défense incendie de la déchèterie de Lillebonne avant la fin de l'année 2025, et de le transmettre aux services d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant de tester ce plan de défense incendie lors d'un exercice à réaliser avant fin 2025, puis à renouveler cet exercice au moins une fois tous les trois ans. Un compte rendu de chaque exercice est réalisé et archivé.

L'inspection des installations classées rappelle que l'absence de plan de défense incendie est susceptible d'une mise en demeure de respecter la prescription de l'article 22-1. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, avant la fin de l'année 2025, une information concernant la mise en place du plan de défense incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan général des ateliers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan de situation de la

déchèterie sur lequel des informations n'ont pas été actualisées, comme la présence du poteau incendie à l'entrée de la déchèterie. L'exploitant a transmis une version actualisée de ce plan de situation à l'issue de la visite dans son message du 19 novembre 2025.

L'exploitant dispose d'un plan détaillé et à jour du local de stockage des déchets dangereux. Ces déchets sont déposés par les particuliers à l'extérieur du local et sont triés et mis en stockage par le personnel de la déchèterie. Ce local est bien ordonné et tous les affichages nécessaires sont en place pour l'information de la nature du risque par zone de stockage. Ce local est classé à risque d'atmosphère explosive (ATEX) par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite, à la demande de l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle des installations électriques du 10 octobre 2025 ainsi que le document Q18. L'exploitant a précisé le jour de la visite qu'il n'y avait pas de contrôle des installations par thermographie infrarouge (document Q19). La périodicité annuelle du contrôle des installations est effective : le précédent contrôle avait été réalisé le 23 septembre 2024.

Les documents transmis précisent que la coupure totale des installations a bien été effectuée dans le cadre du contrôle annuel. Aucune limite d'intervention n'est spécifiée dans les rapports. Le document Q18 conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. Il est précisé dans ce document que le contrôleur n'a pas eu accès à un plan présentant les locaux à risque d'incendie. Il est également indiqué que le document relatif à la protection contre l'explosion est sans objet : ce point n'est pas cohérent avec le positionnement de l'exploitant sur le caractère ATEX du local de déchets dangereux.

Deux observations figurent dans le rapport de vérification des installations électriques ; l'une d'entre elle est en lien avec un dysfonctionnement d'un dispositif différentiel de protection des personnes. L'exploitant a précisé le jour de la visite d'inspection qu'il est en attente d'une intervention d'un autre service de CAUX SEINE AGGLO pour la remise en état. Le rapport précise aussi l'absence de dossier technique, l'absence de vérification initiale des installations électriques et l'absence de rapport quadriennal détaillé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre, à l'issue du contrôle annuel des installations électriques du 10 octobre 2025, dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une vérification initiale des installations électriques de la déchèterie de Lillebonne</li> <li>• un rapport détaillé quadriennal</li> <li>• un dossier technique avec les plans et les schémas attendus</li> <li>• un document relatif à la protection contre les explosions</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de l'informer de la réalisation des actions correctives en lien avec les deux observations qui figurent dans le rapport du 10 octobre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs de fumée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a équipé ses locaux techniques de détecteurs de fumée. Il n'a pas défini d'opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Aucun test formalisé de ces détecteurs n'est réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déterminer les opérations d'entretien nécessaires destinées à maintenir l'efficacité dans le temps des détecteurs de fumées ; de rédiger des consignes de maintenance ; d'organiser une vérification annuelle de maintenance et de faire réaliser des tests de ces détecteurs à intervalles réguliers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareil incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au moment de la visite d'inspection du 27 mars 2018, l'exploitant ne disposait pas d'un appareil incendie à moins de 100 mètres de ses installations. Depuis, un nouveau poteau incendie a été installé à l'entrée du site, à proximité immédiate de la route d'accès au site. L'exploitant a montré le jour de la visite d'inspection une cartographie indiquant le périmètre de 100 mètres autour du poteau : la déchèterie est totalement couverte. L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection un rapport de contrôle de l'équipement daté du 23 septembre 2024 : le débit mesuré à 1 bar de pression est de 122 m<sup>3</sup>/heure. Ce moyen de lutte contre l'incendie est conforme à la prescription. Le gestionnaire du poteau incendie est la ville de Lillebonne : le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir un document attestant de la réception du poteau incendie par les services d'incendie et de secours. Après la visite d'inspection, par son message du 19 novembre 2025, l'exploitant a transmis une copie d'une demande de réception de l'équipement datée du 18 novembre 2025 et faite au service prévision ouest du service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'archiver le document de réception qui sera fourni par le service d'incendie et de secours. Elle recommande également à l'exploitant de s'assurer auprès de la ville de Lillebonne que le contrôle du poteau incendie est un contrôle annuel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux polluées lors d'un sinistre

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant disposait sur son site de Lillebonne d'un bassin en herbe non imperméabilisé de réception des eaux pluviales des voiries et des installations du site. Des eaux susceptibles d'être polluées, et dirigées vers ce bassin, seraient en contact direct avec un sol non imperméabilisé. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Conscient de cette non conformité, l'exploitant a engagé, préalablement à la visite d'inspection, une action de mise en conformité sur plusieurs installations dont il a la responsabilité. Un appel d'offre a été lancé pour la réalisation des travaux de mise en conformité et un prestataire a été retenu depuis le jour de la visite d'inspection. Des travaux sont planifiés pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 qui visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• séparer le grand bassin en deux bassins distincts : un bassin toujours en herbe pour capter les eaux pluviales après passage dans un dispositif déshuileur-décanteur et un bassin imperméabilisé de 157 m<sup>3</sup> pour retenir les eaux susceptibles de pollution en cas de sinistre ;</li> <li>• mettre en place un jeu de vanne qui permettra de détourner les eaux collectées en cas de sinistre vers le bassin étanchéifié ;</li> <li>• canaliser le surplus éventuel du bassin en herbe vers une canalisation déjà existante qui communique avec le milieu naturel.</li> </ul> <p>L'exploitant a fourni à l'issue de la visite l'ensemble des documents d'étude du projet ainsi que ceux liés à l'attribution du marché. Compte tenu des actions entreprises le jour de la visite d'inspection, et visant à la mise en conformité, l'inspection des installations classées ne propose pas à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 29-IV de l'arrêté du 26 mars 2012.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre l'information de réalisation des travaux avant la fin du mois de janvier 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant stocke dans un local dédié les batteries et les équipements susceptibles d'en contenir. Il stocke les petits appareils en mélange (PAM) séparément. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Collecte des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de traitement des eaux pluviales de voirie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.  Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé d'un dispositif décanteur déshuileur par lequel transitent les eaux collectées sur les voiries. L'exploitant ne dispose pas du dossier technique de cet équipement ni de ses caractéristiques : celui-ci va être remplacé dans le cadre des travaux d'aménagement du bassin de rétention des eaux susceptibles de pollution en cas de sinistre. Le nettoyage, le pompage et l'inspection du dispositif ont été réalisés le 31 octobre 2025, selon les déclarations de l'exploitant. L'exploitant a fourni, à l'issue de la visite, une copie des échanges avec son prestataire pour la planification de l'entretien du dispositif. Le jour de la rédaction du rapport de visite, l'exploitant n'avait pas transmis le rapport de l'intervention ni le bordereau de suivi de déchet, attestant de la prise en charge du volume pompé par une installation de traitement de déchet dangereux. L'exploitant conservera ces documents et les tiendra à la

disposition de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Article 35 :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ; [...]

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l. [...]

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. [...]

Article 38 :

Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, avant la visite à l'inspection des installations classées, le dernier rapport d'analyses des eaux résiduaires du site de Lillebonne, réalisées sur un prélèvement du 05 avril 2023. Tous les paramètres à mesurer ont été mesurés et tous les résultats sont inférieurs aux valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel.</p> <p>L'article 38 définit une périodicité annuelle pour le contrôle des eaux résiduaires. L'exploitant n'a pas fait procéder à une analyse de ses eaux résiduaires en 2024 et en 2025, pensant la périodicité fixée à trois ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire procéder à un contrôle de ses eaux résiduaires avant la fin de l'année 2025. Par la suite, l'exploitant planifie un contrôle de ses eaux résiduaires chaque année.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 11 : Bruits et vibrations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41-I et 41-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>- Tableau disponible dans l'arrêté ministériel -</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>IV - L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection un rapport de contrôle des émissions sonores réalisé le 16 mai 2023. Deux points en limite de propriété, au nord et au sud du site, ont été retenus pour des mesures en journée de niveaux de bruit : les résultats sont conformes car</p>

inférieurs à 70 dBA. Il n'y a pas d'activité la nuit : aucune mesure n'a été faite durant la période 22h00-07h00. La mesure en zone à émergence réglementée a été réalisée à proximité de la maison des compétences, à l'est du site. L'émergence mesurée est inférieure à 5 dBA : la prescription est respectée. Par ailleurs, aucune tonalité marquée n'a été identifiée lors des mesures. Les résultats obtenus lors du contrôle des émissions sonores en 2023 sont conformes à la réglementation en vigueur.

Le prochain contrôle des émissions sonores est à réaliser avant le 16 mai 2026. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de prendre en compte un autre point de mesure, à l'est du site, pour couvrir plus largement les limites de propriété de la déchèterie.

**Type de suites proposées :** Sans suite